

Collection « Trames »
dirigée par Serge Vallon et
Bernadette Allain-Launay

L'objectif de la collection est de constituer une « bibliothèque de travail » des professionnels du champ social et médico-social. Elle propose des synthèses de connaissances, des outils de réflexion et d'analyse, toujours référés à la pratique professionnelle, selon notamment trois axes : les publics de l'intervention sanitaire et sociale, les structures et les modes de prise en charge, les pratiques éducatives.

Retrouvez tous les titres parus sur
www.editions-eres.com

Le développement social local contre le repli ethnique

Extrait de la publication

Patrick Menchi, Jean-François Mignard

*Le développement social local
contre le repli ethnique*

Pour se réconcilier
avec une identité collective

Préface de Marc Hoffmann

Trames

 érès

Extrait de la publication

Ce travail n'aurait pas pu se réaliser sans la confiance et l'accord de nombreux acteurs sociaux qui ont bien voulu nous donner du temps et jouer le jeu de nos interpellations.

Au-delà des structures citées dans le texte, nous remercions plus particulièrement : M. Akli Mellouli, maire adjoint de Bonneuil ; Mme Baup, infirmière ; Mme Billerie, coordinatrice Aide sociale à l'enfance ; M. Bourdin, responsable associatif ; M. Boyer, chef de service éducatif MECS ; Mme Cannac, éducatrice spécialisée ; Mme de Chapottin, éducatrice spécialisée ; M. Coulhon, directeur, Service animation socioculturelle ; M. Dumas, proviseur ; M. Joussetin, docteur ; M. Jouve, directeur adjoint de la Solidarité départementale 81 ; M. Milleret, docteur ; Mme Moutonnet, infirmière ; M. Negre, directeur de SEGPA ; M. Planes, éducateur spécialisé ; Mme Pouhanas, directrice adjointe MECS ; M. Rosenthal, docteur ; M. Saint-Dizier, docteur ; M. Sinquin, docteur ; M. Sommaire, ancien secrétaire du Haut Comité à l'intégration ; Mme Touchefeu, vice-présidente du conseil général ; Mme Vergnes, assistante de service social ; Mme Vergniolle, juge ; les membres des associations, Djamilia Kemel-Rachek, directrice du centre Léo-Lagrange à Bonneuil, et Les Badauds associés à Nantes... ainsi que les éducateurs en formation : Céline Auger, Jérémie Borreil, David Descoins, Cyril Leroy, Arielle Michalon.

Nous remercions enfin l'association ERASME et son centre de formation de travailleurs sociaux pour la qualité de son accueil et sa disponibilité, et particulièrement Guy Perat pour son apport précieux quant à la partie bibliographique du document.

Conception de la couverture :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2013
ME - ISBN PDF : 978-2-7492-1944-8
Première édition © Éditions érès, 2008
33 avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC),
20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris,
tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19

Extrait de la publication

Table des matières

PRÉFACE, par Marc Hoffmann.....	7
<i>Quelques constats</i>	7
<i>Quelques nécessités</i>	8
INTRODUCTION.....	11
I. SUR LE TERRAIN DE L'ETHNICISATION :	
LA QUESTION QUI NE SE POSE PAS...	
ET NE LAISSE PAS SANS RIEN FAIRE.....	19
<i>Des témoignages d'actions sociales</i>	19
L'ethnicisation et l'école :	
une question qui ne se pose pas	20
L'ethnicisation et le travail social. Le drame en sursis	
pour les enfants mineurs isolés étrangers... ..	31
Santé mentale : l'étrangeté de l'insensé... ..	49
L'ethnicisation et l'action culturelle	64
Le monde associatif : dans « l'âme » du lien social....	72

<i>Les figures d'acteurs</i>	79
Comment dire les choses	79
Les jeux de replis et les prégnances ethniques.....	81
Dans les jeux institutionnels :	
la double figure de l'expert	87
 2. AGIR EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL	95
 <i>Penser globalement...</i>	
<i>la crise d'identité collective</i>	95
Les politiques publiques	
face au contexte économique	95
Penser le général dans le particulier	99
Les mots témoignent du système en crise	100
De l'ouvrier à l'immigré	101
Vers un espace de transition ?	102
 <i>Politiques de développement et de territoires</i>	103
Le développement	103
Le territoire.....	107
 <i>Le développement social local :</i>	
<i>un choix d'intervention</i>	113
Entre approches individuelles et collectives	113
Des méthodes d'intervention entre communauté	
et société	115
Un plan d'action : la méthodologie du projet	
participatif.....	123

<i>Pour l'ouverture d'un nouvel espace social transitoire</i>	126
Lutter contre les discriminations	126
Réhabiliter le collectif	130
3. DES OUTILS POUR LA FORMATION ET POUR L'ACTION.....	133
<i>Des pistes pour les formations</i>	133
Autres formations, autres formateurs ?	
Autres contenus, autres méthodes	133
Principes et enjeux	136
Cinq axes thématiques de formation	144
Quelques formes pédagogiques adaptées et en cohérence avec les principes énoncés.....	153
<i>Des pistes pour conduire l'action :</i> <i>le développement social local</i>	157
Repenser l'action pour de nouvelles solidarités	157
Principes et enjeux	159
<i>Recherche-action : la boîte à outils</i>	167
Phase I. Construire l'action	169
Phase II. Partager une démarche diagnostique.....	177
Phase III. L'action participative	184
ANNEXE MÉTHODOLOGIQUE	193
PETIT DICTIONNAIRE DE L'ETHNICITÉ	198
BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE par Guy Perat	210

Préface

Dès 1996, l'association Mouvance et réseaux villages (ONRS ¹) a été sensibilisée par ses réseaux locaux à l'émergence de la « question ethnique » liée à l'évolution d'une immigration devenant plus visible du fait de son origine extra-européenne et à la crise de notre modèle républicain qui, depuis de nombreuses années, peine à tenir sa promesse d'égalité à l'égard des jeunes générations issues de notre ancienne immigration coloniale.

QUELQUES CONSTATS

La France connaît une « fracture sociale » qui ressemble à une fracture ethnique, culturelle et religieuse. Cette problématique devient de plus en plus perceptible, notamment depuis les émeutes urbaines de l'automne 2005.

1. Observation des nouveaux risques sociaux.

La revendication identitaire d'une appartenance ethnique, culturelle et religieuse s'est progressivement substituée, pour les plus jeunes, dans beaucoup d'endroits, à la réalité d'une appartenance française qui ne fait plus sens et aux anciennes appartenances politiques et syndicales qui permettaient aux générations antérieures de partager les combats émancipateurs d'une classe ouvrière réunissant travailleurs français et immigrés.

QUELQUES NÉCESSITÉS

Ces revendications identitaires, qui s'expriment fortement, interpellent notre législation républicaine qui, sans nécessairement devoir les accepter en tant que telles, gagnerait, sans doute, à ne plus les ignorer.

La réaffirmation du principe d'égalité de la République, dont on ne peut que constater la difficulté de mise en œuvre dans les faits, devrait s'accompagner d'une politique d'intégration basée sur une certaine reconnaissance des différences afin d'épargner à notre pays les dangers d'un repli communautaire porteur de révoltes et de frustrations en raison de dettes ne parvenant pas à se régler.

Comment redonner de la crédibilité à notre « modèle républicain » ? Quelles adaptations envisager pour accompagner les changements en cours tout en restant fidèle à ses valeurs historiques ? Comment mener cela, au niveau du terrain, avec les acteurs sociaux concernés, trop souvent désemparés devant les problèmes auxquels ils sont confrontés ?

Ces questions, abordées dès 1996, nous ont conduits à une double démarche :

- la vérification de ces problématiques sur le terrain en partenariat avec des acteurs locaux intéressés ;
- l'élaboration de projets de livrets de travail et d'explicitation pour aider les acteurs sociaux dans leurs interventions auprès des populations concernées.

Cependant, ces derniers demandant d'aller plus loin concernant la méthode, les outils d'analyse et de pédagogie réellement utilisables dans leurs pratiques professionnelles, trois autres chantiers ont été ensuite engagés :

- le premier sur des lieux sociaux au Mans et à Toulouse, autour de l'association ERASME ² ;
- le deuxième autour d'un projet d'ouvrage reprenant les concepts, leurs analyses, les bibliographies, l'abécédaire des mots utilisés, mais surtout leur vérification dans des sites sensibles avec le concours d'associations locales et la mise à contribution de certaines institutions comme l'Éducation nationale, en direct ou en différé ;
- le troisième autour de la réalisation d'un livret à vocation pédagogique.

Toutes ces actions ont été mises en œuvre avec l'appui de la direction de l'action sociale et du FASILD, devenu Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, de nombreux interlocuteurs locaux et de plusieurs associations engagées sur ce sujet à travers leurs actions et réflexions. Ce livre, dans lequel Patrick Menchi et Jean-François Mignard croisent leurs regards et leurs ana-

2. L'association gère une école d'éducateurs à Toulouse.

lyses personnelles, avec l'aide précieuse de Guy Perat, documentaliste à l'association ERASME, s'inscrit dans le prolongement de ce travail.

De nombreux acteurs ont également participé à la réalisation de ce projet, en nous accueillant, en organisant des débats contradictoires sur ces questions, en nous faisant part de leurs interrogations sur la pertinence de notre démarche et, notamment, sur les risques de stigmatisation qu'elle peut entraîner.

Aujourd'hui, cet essai pédagogique se veut constituer un outil à plusieurs facettes, permettant aux acteurs sociaux de s'emparer et de s'approprier pleinement une question difficile et délicate qu'il n'est plus possible d'esquiver.

Marc Hoffmann
Président de Mouvance et réseaux villages

Introduction

L'ethnicité, revendiquée ou objet de stigmatisation, fait aujourd'hui problème. Nous avons été confrontés à cette question, que ce soit en tant qu'acteurs sur le terrain du développement social ou en tant que formateurs de travailleurs sociaux, nécessairement vigilants à l'évolution des problématiques sociales.

Cantonnée par notre modèle républicain dans le champ clos de l'espace privé, cette dimension a pris ces dernières années une telle place au cœur des questions sociales et politiques qu'il a bien fallu aller y voir de plus près... C'est ainsi que, comme d'autres, nos enquêtes nous ont menés dans des territoires diversifiés et auprès de différents dispositifs sociaux, attentifs à la manière dont ils se confrontent de façon problématique à cette question de l'ethnicité.

Au fur et à mesure des allers-retours entre les terrains d'enquête et nos moments de réflexion et de mise en

commun, nous nous sommes retrouvés dans l'embaras quant à nos positionnements personnels.

Ce qui réunissait l'équipe de recherche procédait d'un doute profond et partagé sur la validité même d'une approche situant la question ethnique dans les replis communautaires tels que l'on nous les décrivait, en particulier dans les banlieues de grandes villes. Nous étions certes d'accord pour refuser d'accepter un « racisme ordinaire » dissimulé sous l'apparence de l'ethnicité, mais nous nous sommes divisés lorsque les uns ont émis un intérêt potentiel concernant les perspectives de développement sur le mode communautaire alors que d'autres y voyaient une brèche dans la construction républicaine de la société. En fait, notre questionnement portait sur les risques d'un développement des communautés lorsqu'elles s'opposent au développement social.

Au terme de deux ou trois années de rencontres et de confrontations, nous sommes arrivés à dépasser nos contradictions en postulant la nécessité de la construction d'un *espace intermédiaire et transitoire entre communauté et société*.

Traditionnellement, faire référence à des thèmes ethniques amène à penser à des territoires en fonction des origines, de préférence lointaines ; il s'agit là du côté « exotique » et ethnoromantique de l'ethnicisation, sous son aspect valorisé et sécurisant, généralement engendré par nos rapports anciens avec des pays envers lesquels nous avons entretenu une relation surplombante, voire colonialiste.

Sous un tout autre angle, ces questions sont aujourd'hui ramenées au cœur de nos sociétés. Par l'intermédiaire d'un certain discours politique et à travers le bruit de fond produit par les médias, nous baignons dans une survalorisation de l'immigration, qui devient un phénomène social de premier plan dans nos rapports sociaux, les plus larges comme les plus quotidiens. La prise en compte du territoire, d'ici ou d'ailleurs, lorsqu'il devient un espace social, devrait donc, en toute logique, devenir la manière la plus attractive pour aborder des questions liées au rôle de l'ethnicité dans la construction des rapports sociaux.

Dans cet ordre d'idée, le renvoi à des communautés de repli ¹, tant proclamé depuis quelques années, ne tient pas suffisamment compte de l'état réel de désagrégation des liens sociaux : il n'existe pas réellement aujourd'hui en France, selon nous, de communautés homogènes construites sur des critères ethniques.

Quels sont alors les effets d'un renvoi à des communautés s'il n'y a pas vraiment de communautés ? Ne s'agit-il pas plutôt de ce que l'on appelle depuis un siècle « l'individualisme de masse », dans lequel la personne disparue et atomisée tente de s'inventer un groupe d'appartenance, à la recherche d'une identité et de liens de solidarités ?

Par ailleurs, au risque de froisser quelques susceptibilités « républicaines », considérons qu'il n'y a pas non plus d'incompatibilités particulières à l'intégration de communautés dans la république pour autant qu'il

1. Voir les définitions dans le « Petit dictionnaire » en fin d'ouvrage.

n'existe pas de confusion entre les règles qui structurent les communautés et celles régissant la république, à défaut de quoi il faudrait se préparer à répéter les guerres barbares dans des conflits sociaux majeurs. L'enjeu de toute crise consiste alors à savoir qui décide des règles : les lois de la république sont politiques lorsqu'elles s'appliquent à des intérêts collectifs, les règles des communautés sont celles des intérêts particuliers. Ainsi nous soutenons qu'aucune communauté ne peut faire société, à l'inverse elle la divise.

Ce travail s'est appuyé sur une double hypothèse :

- en premier lieu une hypothèse sociopolitique selon laquelle la problématique de l'ethnisation du lien social, loin d'être la prémisse d'une supposée guerre des civilisations, est indicatrice d'une décomposition/recomposition du système d'organisation des liens qui nous permettent de faire société. Il s'agit alors, sans diabolisation ni angélisme, de considérer cette question en la resituant dans son contexte afin de la prendre en compte de façon dynamique dans une stratégie de dépassement. L'enjeu porte sur les modalités de la construction d'une identité collective ;
- une hypothèse technique et opérationnelle, ensuite, porte sur la tension, la perplexité, quand ce n'est pas le désarroi, qu'engendrent les effets de cette question ethnique auprès des acteurs sociaux, en particulier ceux qui sont mandatés pour mettre en œuvre une politique sociale publique. Ce « sentiment d'impuissance » déclaré traduit le décalage conceptuel et méthodologique que connaissent aujourd'hui les modèles d'intervention sociale.

Comme lors de nos nombreuses aventures professionnelles communes, nous avons pris le risque « d'aller voir sur les territoires », sur le terrain... À cette occasion, nous avons à nouveau constaté qu'il s'y faisait pourtant des choses. Dans le clair-obscur de la marge des institutions, se figeant souvent dans le déni, les intervenants, qu'ils soient professionnels ou bénévoles, savent construire des analyses et tenir des positions. Ces postures plus ou moins visibles contribuent généralement à la création d'espaces de confrontations, de collaborations et d'expérimentations propices au dépassement des problèmes de discrimination et de rejet. Ancrés dans un territoire, confrontés à l'intrusion de la question ethnique révélatrice d'une remise en cause des règles du jeu social, ils jouent sur une multitude de logiques et sont appelés à investir ce que nous décrivons comme des figures multiples.

Nous avons observé les situations et entendu les ressentis des acteurs sociaux comme étant pris dans des logiques de désagrégation de leurs repères quotidiens et de dissociation de leurs discours : le « ça nous dépasse ». Nous avons qualifié ces écarts des termes de « dissonances sociales », processus s'activant à chaque tentative de passage du global au local, lorsqu'il s'agit pour eux de comprendre une situation ou d'agir pour une personne.

À l'orée de ce travail, nous pouvons présenter ce qui aura été au départ de quelques axes de nos constats et de nos perspectives de réflexion :

– *les acteurs sociaux sont désorientés*. De nombreuses personnes feront état de leur errance active, due à l'inadaptation de leur action face aux situations rencontrées. Ce sont en particulier les agents qui travaillent sur le terrain des grandes institutions en recomposition : l'école, les centres de formation continue, l'action sanitaire et sociale, les affaires familiales, l'animation socioculturelle, la justice ;

– *les attentes paraissent de mieux en mieux reformulées*. Les actions de (re)mise à niveau de connaissances simples concernant l'immigration, les différentes cultures ou l'interculturel, s'avèrent le plus souvent insuffisantes et inefficaces. Les acteurs sociaux attendent aujourd'hui de pouvoir remettre du sens et des objectifs dans des systèmes de liens sociaux en pleine métamorphose. Si la société n'y répond pas, le religieux et l'économie prendront le pas ;

– *la terminologie utilisée est souvent paradoxale et en décalage*. Les termes tels que « issus de l'immigration », « groupes ethniques », « minorités visibles » sont paradoxalement utilisés par les différents protagonistes. Ils témoignent des faiblesses et des carences d'un vocabulaire qui nous aiderait à qualifier cette absence d'espaces de socialisation, là où s'apprend le partage de la diversité des populations. C'est le syndrome de l'étranger et de la fracture sociale sur lequel butent les acteurs sociaux : le vide sans nom des systèmes intermédiaires ; cet espace est précisément celui de l'action sociale ; en creux, marginal, sécant, interface, passage... Il est à reconquérir ;

– *la revendication des origines et le besoin de territoire.* Pour lutter contre la fragmentation des espaces et la discrimination des populations, les modes de résolution des conflits dans les phénomènes sociaux doivent s'appliquer à construire des espaces intermédiaires et transitoires, à condition qu'ils soient à la fois sociaux, politiques et physiques. Ils se construiront culturellement sur des liens sociaux expérimentés localement. C'est tout l'enjeu du travail envisagé par le développement social local que nous allons explorer.

Dans la première partie de cet ouvrage, nous proposerons au lecteur une description et une analyse de ces situations, réalisées à partir d'un travail d'enquête systématique. Cette première étape vise à construire un premier niveau d'intelligibilité quant à la mise en perspective des questions d'ethnicisation avec les logiques d'intervention sociale.

C'est ainsi que nous soulevons, à partir des entretiens réalisés auprès des différents acteurs, le fait que les expériences évoquées se situent généralement en rupture avec les logiques segmentées et technicistes développées par les politiques publiques faisant « traiter » par des professionnels spécialisés monofonctionnels des publics triés par catégories. À l'inverse, ces acteurs activent des logiques de réseau, enjambent les frontières institutionnelles et globalisent les approches. Ce sont les « figures » multiples des acteurs sociaux.

Nous aborderons dans une deuxième partie une approche plus générale de la question, dans la perspective de construire la modélisation d'un outil de

recherche-action pédagogique avec les acteurs sociaux aux prises avec des problématiques sociales ethnique, communautaire et plus largement ségrégatives.

De ce point de vue, une démarche de développement social local – lorsqu'elle porte l'exigence d'articuler de façon structurante le particulier avec le général, le local avec le global, l'identitaire et le politique... – nous paraît la plus à même à prendre en compte les termes de la question ethnique.

En quoi la question de l'ethnicisation des rapports sociaux, du repli ethnique ou communautaire, éclaire-t-elle une crise aujourd'hui plus large du lien social ? En quoi cette crise nous met-elle en demeure de repenser collectivement la question de notre identité sociale ? En quoi rend-elle inopérantes notre conception et nos pratiques d'intervention sociale lorsqu'elles sont strictement réduites aux modèles individualisés ?

C'est ce que nous développerons, en indiquant comment les modèles d'intervention sociale s'appuyant sur le collectif et le territoire peuvent contribuer à un nouveau cadre d'action possible. Au-delà de ce cadrage théorique, nous irons au plus près de la dimension opérationnelle en décrivant des démarches et des méthodes en termes de formation d'acteurs et de mise en œuvre de projets de territoire. Nous proposerons enfin au lecteur quelques repères sous la forme d'un « Petit dictionnaire de l'ethnicité », ainsi que d'une bibliographie détaillée.